

Réunion du XXV Congrès de l'Internationale Socialiste
Carthagène, Colombie, 2. 3 et 4 mars 2017

PARVENIR A UNE PLUS GRANDE EGALITE DANS L'ECONOMIE NATIONALE
ET MONDIALE

Original : anglais

« Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. »

Cette phrase, issue de la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, a été suivie 13 ans plus tard par ces mots contenus dans l'Article 1^{er} de la déclaration révolutionnaire française, la Déclaration des droits de l'homme :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »

Ces deux phrases, rédigées sur deux continents différents, en deux langues différentes, par deux peuples différents il y a près de 250 ans, sont à l'origine de ce que nous considérons simplement aujourd'hui, sur tous les continents, comme des droits naturels que nous devons exercer.

Pourtant, ces droits ne sont pas des droits que nous exerçons effectivement tous – bien qu'ils soient ce pour quoi nous avons lutté à l'Internationale Socialiste, et tout au long de notre histoire politique partagée – en tant que citoyens de nos XX nations, et citoyens du monde.

Ici, à Carthagène, Colombie, représentant les XX ? partis membres de l'Internationale Socialiste, nous réaffirmons notre foi profonde et inébranlable en l'égalité entre les êtres humains et son pouvoir en tant que socle, mesure et objectif de toute société juste, ainsi que dans le droit irréductible de tout homme et de toute femme à jouir de manière égale des fruits de sa vie, de ses libertés et de sa recherche du bonheur.

En cette période de néo-populisme insurgé de droite, loin de nous l'intention d'en finir avec cette affirmation. Bien au contraire, nous sommes rassemblés ici avant tout pour nous élever contre ces forces et idéologies réactionnaires qui empêcheront des milliards d'êtres humains de vivre une vie de véritable égalité et liberté. Nous allons par la suite établir des stratégies et des politiques qui nous mèneront vers un avenir plus égalitaire et plus radieux. Enfin, nous exprimerons notre ferme détermination à lutter contre ces forces réactionnaires, encore et encore, jusqu'à ce qu'elles soient anéanties, et que les droits universels soient également respectés aux quatre coins de cette petite planète.

Nous le disons en sachant que les néo-populistes de droite ont commencé, à une fréquence alarmante, à attaquer les démocraties sur leur ouverture et leur tolérance --- au nom d'un nationalisme apeuré et replié sur lui-même qui nous monte les uns contre les autres, le rural contre l'urbain, le nouveau-riche contre le « nouveau-pauvre », le diplômé universitaire contre le lycéen décrocheur, les « vrais » citoyens contre nos nouveaux – et dangereusement « différents » - réfugiés et concitoyens. Dans l'imaginaire

néo-populiste, une élite obscure et conspiratrice, au nom d'une mondialisation séculière et satanique, menace nos valeurs, nos communautés et nos modes de vie traditionnels.

Une histoire plus longue, des défis plus redoutables

Néanmoins, ces néo-populistes, et les véritables forces obscures qui les soutiennent, ne datent pas d'hier – en effet, ils ont été actifs, sous différentes formes et à une puissance variable, pendant plus 150 ans. C'est pour cette raison que nous savons qu'ils n'apporteront ni la prospérité, ni la sécurité promises – puisque ce sont des pourvoyeurs congénitaux de faux espoirs, proposant des solutions faciles qui, en fait, ne fonctionneront pas. Si l'on en croit les leçons de l'histoire, leurs politiques actuelles ne sont qu'une garantie que les réels progrès économiques, politiques et sociaux acquis au cours du siècle précédent par les pauvres, les classes ouvrières et les classes moyennes du monde entier, seront érodés – et potentiellement perdus pour une génération, voire plus.

Le néo-populisme, toutefois, n'est qu'une facette des puissantes forces en action dans la droite mondiale d'aujourd'hui.

Derrière ces partis et leurs leaders, se trouvent des formes profondément ancrées de privilèges et d'exploitations qui ont favorisé, pendant bien trop longtemps, les hommes au détriment des femmes, les forts au détriment des faibles, les violents au détriment des pacifistes, les riches au détriment des pauvres, le Nord au détriment du Sud, l'Ouest au détriment du Reste.

Ces hiérarchies ont survécu en faisant fond, et de manière cyclique, sur diverses formes de préjugés profonds qui condamnent des milliards de nos semblables à vivre très éloignés de la pleine égalité et liberté, non pas du fait de leur caractère ou de leurs actions, mais bien du fait de leur race, de leur religion, de leur appartenance ethnique ou de leur nationalité, de la religion ou de la classe dans laquelle ils sont nés.

Ces formes de préjugés ont tissés, de siècle en siècle, de puissants liens sociaux, économiques et politiques et créé de puissantes institutions –s'exprimant soit au niveau des lois et coutumes répressives, soit au niveau des attitudes critiques au quotidien envers ceux qui ne sont pas comme « nous ».

De génération en génération, les enfants sont nés (et c'est encore le cas) dans des mondes façonnés sur de tels préjugés, forcés de vivre des vies biaisées, inlassablement présentées par les puissants comme la seule vie à laquelle ils peuvent prétendre --- alors même que ces formes de sociétés, construites pour le bienfait d'une minorité au nom de la majorité, violent les principes les plus fondamentaux d'égalité et de liberté des êtres humains.

Le caractère central des inégalités économiques – et le pouvoir d'une plus grande égalité

Nous aborderons également un troisième problème général – la question des inégalités de revenus et de richesse, tant entre les citoyens de nations individuelles qu'entre tous les citoyens, répartis dans toutes les nations du monde. Nous en savons plus aujourd'hui qu'auparavant sur la forme et la portée de ces inégalités– et nous en savons plus sur leurs conséquences, à la fois dans le renforcement des préjugés qui alimentent les hiérarchies d'exploitation, que dans la promotion des néo-populismes qui menacent tant de nos avancées durement acquises.

Ces dernières années, des économistes tels que Thomas Piketty et Anthony Atkinson, ont rappelé aux progressistes du monde entier, le rôle central de nos politiques en faveur d'une égalité de revenus et de richesse pour la construction d'un avenir prospère. De fait, nous croyons que l'acuité de leur approche sur les effets néfastes des inégalités, et leurs preuves minutieusement recueillies, prouvent que le fossé des inégalités se creuse. Ces économistes seront pour les prochaines années ce que Lord Keynes et ses travaux sur la demande globale furent au 20^{ème} siècle, en définissant la responsabilité des gouvernements dans la macro-demande.

Ce nouveau paradigme de distribution est si fondamental que nous ne pouvons plus accepter des objectifs de croissance du PIB de, disons, 4% ou 5% ou 6% -- alors que 90 ou 80 ou 70 ou 60% de cette croissance du PIB ne profite qu'aux premiers 1, 2, ou 3%. Quand moins d'une dizaine de multimilliardaires sont, ensembles, plus riches que la moitié inférieure de la planète -- soit trois milliards d'individus -- cela revêt une importance capitale d'ordre politique et morale, et non pas uniquement économique, pour nous tous.

Comment avons-nous perdu de vue l'importance de l'égalité économique ?

Pendant plusieurs décennies, après la Seconde Guerre mondiale, la question des inégalités économiques a été reléguée au second plan de la croissance globale en Occident, alors que des variantes du Keynésianisme ont supplanté les postulats de l'économie néo-classique du 19^{ème} siècle, plus conservateurs et orientés vers le marché (et bien souvent anti-État et anti-ouvriers). Dans l'ensemble du monde développé, l'économie de marchés régulés et aux États forts ont porté leurs fruits : le taux de croissance mondiale était élevé et bien plus stable, enregistrant des récessions de moindre portée et moins longues que le « marché libre » des années avant la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, alors que l'on prônait des impôts sur le revenu et sur la fortune très progressistes, des dépenses de plus en plus importantes dans les biens publics, accélérant la mobilité ascendante, ainsi que des actions juridiques contre les inégalités raciales et entre les sexes, on a vu une égalité de revenus accrue accompagner presque « naturellement » cette croissance du PIB -- du moins le pensait-on à l'époque. Pour faire simple, il y avait plus de tout pour plus d'individus, plus équitablement réparti qu'à toute autre époque de l'histoire moderne de l'humanité.

La forte augmentation des dépenses publiques (principalement pour le bien-être social, de l'éducation aux pensions, en passant par la santé) a fini par multiplier par deux la part des gouvernements démocratiques dans le PIB, passant à près de 40%, et a provoqué l'ire des conservateurs hurlant au « socialisme ».

Pour les ultra-conservateurs tels que Friedrich Hayek et Milton Friedman, toutes ces dépenses publiques étaient doublement maléfiques puisqu'elles impliquaient une inflation rampante, une dette gouvernementale galopante, une fuite des investissements privés pour finalement aboutir à la perte des libertés individuelles. (Tout ceci est repris dans la célèbre phrase de M. Hayek : « La Route de la servitude ».)

Pourtant, pour la plupart des ressortissants des pays de l'OCDE, la réalité n'a cessé de déjouer les prévisions de Hayek et Friedman. Il y avait, de fait, de bonnes raisons d'appeler les trois décennies après la Première Guerre mondiale « les trente glorieuses », comme nous l'a rappelé M. Piketty --- une route qui ne nous mène clairement pas à la servitude.

Pour les socialistes démocratiques et les partis sociaux-démocrates en Occident, ces décennies étaient également des « années glorieuses » d'un point de vue politique. Dans de nombreux pays avancés, des partis progressistes ont été élus au gouvernement alors que les partis de droite de l'avant-guerre déperissaient (voire s'effondraient). Les partis de centre-droit plus récents ont, quant à eux, soit prêté main-forte à la passation progressiste, soit essayé de ne pas entraver les législations historiques de régulation économique et de bien-être social que la gauche a longtemps considéré comme les piliers d'une société plus juste et plus égalitaire.

Les profondes divisions de la Guerre froide, du fait du communisme soviétique et chinois, se sont heurtés à une forte opposition de la part des socialistes et sociaux-démocrates occidentaux, laissant davantage de place à la gauche non-communiste. Entre temps, alors que décolonisation rapide du Sud battait son plein, la Guerre froide y a également créé un espace politique, permettant aux partis progressistes de s'ériger contre la droite traditionnelle et les concurrents du centre-droit – bien que le processus de construction de gouvernements progressistes aie souvent été bloqué ou inversé par la répression, au nom de l'anticommunisme.

Néanmoins, dans les années 1970, en Amérique latine, en Asie, et même en Afrique sub-saharienne, il y avait de bonnes raisons de croire que le « Tiers Monde » était prêt pour la démocratisation et un développement économique rapide – puis, soudainement, les années 1980 ont vu la fin des « années glorieuses » - du moins pour ce progrès et pour la gauche. Ce n'était, par contre, que le début d'une belle époque pour la droite ravivée.

Aux USA et en Europe Occidentale, le Keynésianisme et l'État progressiste et militant ont été implacablement pris pour cible. Alors que des gouvernements dits « de gauche » ont survécu, ils se sont retrouvés contraints par les forces du néolibéralisme. Les syndicats de classes ouvrières – longtemps piliers des politiques progressistes – ont commencé à voir leurs rangs se réduire, alors que les corporations et la finance ont acquis une nouvelle et puissante influence, ainsi que le prestige et la richesse. Les politiciens de tous bords politiques ont opté pour une réduction des impôts, un allègement de la réglementation, un commerce et une production plus mondialisés ainsi qu'une plus grande autorité et influence pour les entreprises. « Le gouvernement, » disait Reagan dans sa célèbre déclaration, « n'est pas la solution ; le gouvernement est le problème. » L'ère de la mondialisation néolibérale était en chemin.

En Occident, les partis de gauche ont lentement commencé à s'éclipser --- soit en tant que partis au gouvernement soit idéologiquement, en tant que gauche plutôt que partis néolibéraux. En Orient communiste, l'Union soviétique et la Chine commenceront à s'éloigner d'un pas chancelant de la planification étatique détaillée et descendante de l'économie vers un amalgame plus éclectique, souvent chaotique, de courants socialiste et capitaliste, appelé perestroïka à Moscou et « socialisme avec des caractéristiques capitalistes » à Pékin. D'ici les années 1990, l'URSS aura disparu, et la Chine aura changé de manière inimaginable.

Au Sud, la croissance a chuté et les inégalités se sont creusées alors que le FMI et la Banque mondiale imposent à la lettre les modèles néoclassiques des manuels à des économies semi-développées, semi-modernes et fragiles. Les budgets ont été équilibrés de force (bien souvent en coupant dans les dépenses de santé, d'éducation et de bien-être public). Les barrières commerciales ont été retirées pour permettre l'arrivée de biens étrangers bons marchés sur les marchés locaux sans prendre en compte les incidences sur les agriculteurs, les petits fabricants et les détaillants traditionnels locaux, et (il va sans dire) sur les travailleurs et leur famille.

Alors que les preuves d'une « décennie de développement perdue » dans le Sud du monde entier sont désormais et simplement accablantes, la Banque mondiale et le FMI ont « présenté leurs excuses » et ont limité leur néolibéralisme autoritaire. Ils ont désormais pour mantra : « de la croissance avec réduction de la pauvreté », une version hybride délicate qui n'a montré jusqu'à présent que des résultats mitigés.

Pourquoi devons-nous faire de l'égalité économique à nouveau notre objectif – et comment y parvenir

Avance rapide jusqu'en 2017. La recrudescence dans les années 1980 du conservatisme pro-corporatiste a essuyé de multiples revers, aucun ne rivalisant avec la Grande récession qui a éclaté en 2008, après près d'une décennie de ralentissement de la croissance mondiale. Au cœur de l'essor du néo-populisme et d'un mécontentement qui va crescendo, – sur l'ensemble de l'échiquier politique – se cristallise une désillusion de plus en plus forte à propos de « la croissance économique », mesurée grâce au PIB et érigée par les législateurs et les universitaires comme l'apogée de la vie moderne, du fait du grand nombre d'exclus de cette croissance. Or, l'essence du conservatisme réactionnaire du populisme est à chercher du côté des travailleurs étrangers et des élites culturelles progressistes qu'il désigne comme responsables de cette situation – en lieu et place de comprendre à quel point les forces du marché mondial ont autrement plus contribué à cette réalité intolérable. La mondialisation a eu, sans l'ombre d'un doute, une incidence sur la répartition mondiale des revenus – dont nous connaissons désormais bien les mécanismes. Ce n'est pas un diagnostic qui nous manque, mais bien des solutions – des solutions que l'Internationale Socialiste peut apporter.

Que faut-il ?

La première chose, essentielle, est de reconnaître que les nations ne génèrent pas uniquement de la croissance à l'échelle nationale mais également à l'échelle internationale grâce aux échanges commerciaux et aux investissements à l'étranger, grâce aux importations et exportations de biens et services, et grâce à leurs citoyens et leurs entreprises qui travaillent au-delà de leurs frontières.

L'enjeu, désormais, est de promouvoir une croissance qui soit à la fois approfondie et élargie – en d'autres termes, une croissance qui engendre une production stable et à long terme, des emplois également stables, bien rémunérés et à long terme, ainsi que des bénéfices qui récompensent les propriétaires et les investisseurs tout en amenant une circulation de fonds qui permettent aux gouvernements de mener à bien leurs actions vitales en matière de bien-être public.

Dans le monde mondialisé du 21^{ème} siècle, cette croissance approfondie et élargie requiert également une coordination et une coopération transfrontalières autour d'un ensemble de principes fondamentaux qui, à leur tour, aideront à soutenir et inscrire la croissance mondiale dans un « cercle vertueux ».

Quelles sortes de principes ?

Premièrement, notre engagement à réduire systématiquement et de manière radicale les préjugés raciaux, ethniques et sexistes. Tout en étant un important objectif moral et politique, la réduction de ces formes de discriminations permettra simultanément de promouvoir l'égalité économique et la croissance économique.

Deuxièmement, notre détermination à démocratiser et diffuser les mesures, preuves à l'appui, de la performance institutionnelle et des résultats au niveau national, régional et local. Alors qu'Internet se diffuse dans le monde entier, les gouvernements démocratiques devraient encourager les ONG et les citoyens à utiliser les données publiques afin d'évaluer en permanence la performance des institutions publiques et privées grâce à toute une gamme d'indicateurs.ⁱ

Troisièmement, et pour le reste du 21^{ème} siècle, l'accent que nous mettons sur la garantie d'une déclaration de revenus et de richesse précise et opportune, agissant comme jauge élémentaire et essentielle de la performance économique nationale.

Aujourd'hui, pratiquement l'ensemble des 200 nations publient des déclarations régulières de leur PIB – mais moins de la moitié d'entre elles recueillent et publient systématiquement les données relatives à la répartition de ce PIB tels que la richesse et les revenus de leurs citoyens (et moins d'un quart préparent des déclarations généralement véridiques). Nous exhortons toutes les nations à recueillir et publier régulièrement, en sus des données relatives au PIB, les indicateurs de Gini et d'Atkinson, mesurant les inégalités.ⁱⁱ

Il existe un **quatrième** ensemble de principes : notre claire compréhension que les inégalités économiques ne sont pas uniquement une « problématique économique ».

Les inégalités de revenus et de richesse minent les chances d'une société juste, en réduisant systématiquement les performances des étudiants, en augmentant les taux de criminalité, en alimentant la méfiance entre gouvernements et concitoyens, en permettant la pollution, en ignorant les maladies, en favorisant l'obésité, en amplifiant la violence contre les femmes et les enfants, et en bloquant la mobilité ascendante. Des études telles que « The Spirit Level » proposent une série d'exemples qui devraient être rebaptisés ISD --- Indicateurs Sociaux Domestiques --- qui, à l'instar du PIB pour l'économie, deviennent des indices annuels de performance du bien-être pour les nations.ⁱⁱⁱ

Cinquièmement, nous nous engageons nous-même, ainsi que nos gouvernements, à améliorer à la fois l'information et la réglementation des flux de revenus et de richesse transfrontaliers. Alors que la financiarisation mondiale s'est accélérée, elle a créé des défis systémiques pour les démocraties modernes, ne serait-ce que la vaste délocalisation (« offshoring ») de la richesse et des revenus des individus et des sociétés hors de portée des gouvernements. Certains experts estiment aujourd'hui que la richesse délocalisée dépasse à elle seule les 25 mille milliards de dollars – plus que le PIB combiné du trois quart des nations du monde. Les chiffres des revenus délocalisés n'en sont pas moins effarants.

Ici, les solutions sont multidimensionnelles et appellent à :

- 1) la normalisation des études de revenus et de richesse à l'échelle nationale, en apportant une attention particulière à une bonne estimation des groupes en haut de l'échelle (« les 1% » qui contrôlent près de la moitié de la richesse privée financière du monde) ;
- 2) des exigences de transparence à appliquer strictement à toutes les sociétés et *trusts* « écrans », ainsi qu'une politique d'interdiction des « paradis fiscaux » ;
- 3) un suivi et des contrôles fermes des transactions financières transnationales, y compris un audit plus strict des transferts de prix opérés par les sociétés multinationales ;

- 4) des exigences fermes en matière de publication des rapports bancaires pour toutes les transactions financières internationales d'envergure ;
- 5) un échange intergouvernemental régulier de ces données cruciales :
- 6) une réglementation plus ferme et son application contre les transactions financières transnationales illégales ;

Il y a des recommandations, en plus grand nombre et plus détaillées, que nous souhaitons développer à l'avenir à l'Internationale Socialiste --- mais voici les points essentiels préliminaires, tant en terme de principes qu'en terme de politiques et mécanismes visant à concrétiser ces principes.

Le monde évolue rapidement vers une mondialisation authentique, qui permettra aux citoyens des nations du monde entier de connaître les vies et les valeurs des autres. Un avantage évident de ce processus, c'est la mondialisation soutenue des droits, notamment l'égalité comme droit fondamental essentiel, alors que le nombre de démocraties continue d'augmenter.

Or, le danger tout aussi évident de la mondialisation, c'est de voir se creuser les inégalités de tout acabit, et non pas de les réduire --- tout en donnant du grain à moudre aux politiques fondamentalement autoritaires que nous voyons émerger dans les partis et gouvernements néo-populistes aux quatre coins de la planète.

Dès lors, pour nous, l'égalité n'est pas qu'une noble valeur ou un droit abstrait – mais bien un principe impérieux d'organisation de notre travail politique pour les prochaines décennies. Recentrons nos politiques autour de ce principe, en reconnaissant qu'en tant que partis socialistes, nous ne pouvons plus simplement promouvoir la croissance économique et croire que cette croissance « résoudra » le problème des inégalités.

Nous vivons une époque anormale, où les taux de croissance économique les plus fulgurants sont observés dans les pays parmi les plus autoritaires – et kleptomanes – au monde. Notre devoir – notre chance – est de répandre ce que nous avons effectivement construit, au travers de nos partis et valeurs socialistes démocratiques : les fondations modernes d'un monde démocratique et égalitaire.

Nous avons l'intention de continuer à construire ce monde.

ⁱ Se référer à l'évaluation des États américains de l'US News/McKinsey intitulée "*Best States*" (« Meilleurs États »), à titre d'exemple : https://www.usnews.com/news/best-states?utm_source=All%20Poynter%20Subscribers&utm_campaign=222b0f6b27-EMAIL_CAMPAIGN_2017_02_28&utm_medium=email&utm_term=0_5372046825-222b0f6b27-257888257

ⁱⁱ Publié par le FMI, le document "*Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*" (« Causes et conséquences des inégalités de revenus : une perspective mondiale ») propose une précieuse introduction technique à ces questions.

ⁱⁱⁱ Pour une critique détaillée de *The Spirit Level* et des modèles systémiques de mise en œuvre de ses recommandations, se référer à *The Equality Trust*, <https://www.equalitytrust.org.uk/resources/the-spirit-level>